

8 décembre 1969 – Réunion intersyndicale/ Bureau des affaires sociales du CNRS. Ordre du jour : les problèmes de formation permanente au CNRS.

14 septembre 1970 – Circulaire de Pierre Creyssel adressée aux directeurs de laboratoire du CNRS annonçant la création d'un groupe de travail sur la formation permanente et octroyant un crédit de 4 heures aux personnels souhaitant suivre des cours.

16 octobre 1970 – Création de 2 instances consultatives : une commission mixte (administration/syndicats) ; un comité scientifique et technique (CST) composé de personnalités d'organismes de recherche et de l'enseignement supérieur.

2 novembre 1970 – Première réunion du groupe de travail sous la présidence de Pierre Creyssel.

1^{er} janvier 1972 – Création du bureau d'orientation et formation permanente (BOFP) au sein de l'administration centrale du CNRS.

24 mars 1972 – Circulaire n° 37 de Pierre Creyssel aux directeurs de laboratoire leur demandant de faire des propositions de cycles de perfectionnement et de présenter un bilan des actions de formation dont leur personnel aurait bénéficié.

24 mars au 2 août 1972 – Enquête sur les besoins de formation.

12 juin 1972 – Première réunion du CST.

15 juin 1972 – Première réunion de la commission mixte.

Septembre 1972 – Initialement, le BOFP adopte une organisation fonctionnelle. Les tâches sont réparties entre les animateurs du BOFP selon un modèle chronologique du déroulement de la formation : objectif/programme – mise en œuvre des actions de formation – évaluation – bilan.

Septembre 1973 – Première école d'été organisée au titre de la formation permanente à l'intention de chercheurs en physique du solide.

25 octobre 1973 – Amorce, à Grenoble, de la régionalisation de la formation et nombreuses initiatives de formation au sein de laboratoires du CNRS de Gif-sur-Yvette. André Picot et Patrick Pajot en furent les promoteurs.

Octobre 1974 – Réorganisation du BOFP. Le modèle opérationnel est adopté. L'activité de chaque animateur concerne une catégorie de personnel : chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs, « petites catégories ». Chaque animateur assure toutes les fonctions qu'implique l'organisation des actions de formation pouvant intéresser la catégorie dont il a la responsabilité : analyse des besoins, programme, mise en œuvre, évaluation, bilan.

Septembre 1977 – Confirmation de la déconcentration administrative de la formation. L'animateur régional de formation a pour mission de mettre en œuvre des actions de formation en fonction des besoins des laboratoires de la région.

7 décembre 1977 – Pierre Creyssel redéfinit la mission du BOFP : coordination et impulsion de la politique de formation permanente et assistance au réseau de la formation permanente du CNRS.

1978 – Le cadre réglementaire de la formation se précise (droit à la formation).

24 février 1978 – Réunion sous la présidence de Pierre Creyssel des administrateurs délégués et du BOFP pour améliorer la coordination nationale/régionale.

1982 – Centralisation des données sur les besoins de formation des régions. Déconcentration administrative : les crédits sont attribués aux régions en fonction des projets présentés au bureau national de formation sous réserve qu'ils s'intègrent dans le plan établi au niveau national.

1984 – Élaboration du premier schéma directeur de la formation. Les termes « relations humaines », puis « ressources humaines » émergent. Création d'un centre d'accueil des stages à Garchy.

1987 – Réduction des effectifs du bureau national de formation (4 agents) apparemment justifiée en raison de l'autonomie dont bénéficient les régions en matière de formation.

1990 – Le bureau national de formation se restructure.

14 septembre 1991 – Inauguration du 2^e centre de formation à Luminy. Création du 3^e centre à Gif-sur-Yvette. Nouveau schéma directeur de la formation.

1991 – 1^{er} plan triennal de formation 1991-1993 (projet lancé en 1989) pour mise en cohérence de l'analyse des besoins avec la définition des stratégies. Signature pour la période 1990-1993 d'un accord-cadre entre la direction et les syndicats en matière de formation permanente.

1993 – 2^e plan triennal de formation 1994-1996, lequel donne priorité à la « demande » (pour se substituer à une politique d'offres de stages sur catalogue) et à une diversification des moyens d'action de formation.

5 et 6 février 1996 – Colloque « Former pour la recherche » à l'ENS de Lyon pour préparer le plan triennal de formation 1997-1999.